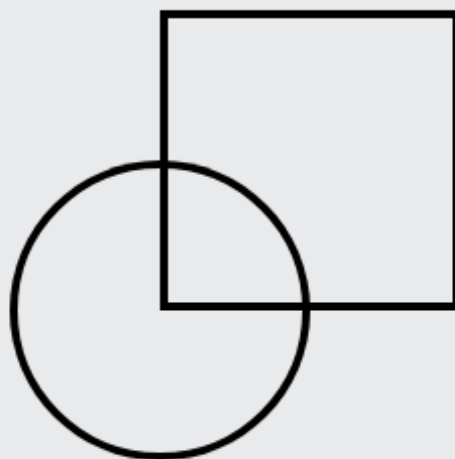


FICHE PAYS N°5 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Algérie

République algérienne démocratique et populaire



Auteurs : La Ligne Fine - Institut
Date de publication : 4 août 2026
Maps of World. (n.d.). *Carte de l'Algérie*.

Nom officiel : République algérienne démocratique et populaire.

Population : environ 47,85 millions d'habitants en 2026 selon le FMI¹.

Langues officielles : arabe et tamazight. Le français conserve une place importante dans l'économie, l'enseignement supérieur, les médias, les relations d'affaires, les échanges scientifiques et une partie de l'administration, sans statut officiel.

Régime politique : république présidentielle à forte centralisation exécutive.

Chef du gouvernement : Sifi Ghrieb, nommé Premier ministre par intérim en août 2025 après la fin des fonctions de Nadir Larbaoui⁴.

Croissance récente : l'économie algérienne a progressé de 4,1 % au premier semestre 2025 selon la Banque mondiale, avec une croissance attendue de 3,8 % pour l'ensemble de l'année 2025⁶.

Inflation projetée : 2,9 % en 2026 selon le FMI⁸.

Acteur énergétique central : Sonatrach, entreprise publique au cœur de l'économie, des finances publiques et de la projection énergétique extérieure de l'Algérie.

Statut géopolitique : puissance maghrébine, État rentier énergétique, acteur militaire majeur du continent africain, pivot euro-méditerranéen, puissance saharienne et sahélienne, soutien historique du Front Polisario, rival stratégique du Maroc.

⁹ Liang, X., Tian, N., Lopes da Silva, D., Scarazzato, L., Karim, Z., & Guiberteau Ricard, J. (2026, April). *Trends in world military expenditure, 2025* (SIPRI Fact Sheet). Stockholm International Peace Research Institute. https://www.sipri.org/sites/default/files/2026-04/2604_milex_2025.pdf

Organisations et cadres internationaux : Union africaine, Ligue arabe, OPEP, Forum des pays exportateurs de gaz, ONU, Mouvement des non-alignés, partenariat avec l'Union européenne, relations stratégiques anciennes avec la Russie, coopération énergétique renforcée avec l'Italie, l'Espagne et plusieurs majors internationales.

1. Synthèse exécutive

L'Algérie est une puissance de verrouillage. Elle verrouille une partie du Maghreb par sa rivalité avec le Maroc. Elle verrouille une partie du gaz méditerranéen par ses exportations vers l'Europe du Sud. Elle verrouille une partie de l'accès sahélien par sa profondeur territoriale et ses frontières avec le Mali, le Niger, la Libye et la Mauritanie. Elle verrouille enfin une partie de la mémoire franco-méditerranéenne, car les relations entre Alger et Paris restent traversées par la guerre d'indépendance, les mobilités humaines, les archives, les visas, les diasporas, la langue, la sécurité, l'énergie et les blessures historiques.

Cette position donne à l'Algérie une importance stratégique supérieure à sa performance économique réelle. Le pays possède des ressources considérables, une armée puissante, une diplomatie expérimentée et une profondeur géographique exceptionnelle. Mais cette puissance reste contrainte par un modèle économique encore très dépendant des hydrocarbures, par un système politique fermé, par une société jeune et sous-employée, par une administration lourde, par une faible intégration régionale et par une relation difficile avec plusieurs partenaires européens, au premier rang desquels la France.

L'Algérie est ainsi un État à puissance réelle, mais à conversion incomplète. Ses hydrocarbures lui donnent de la marge budgétaire, de la souveraineté énergétique et un levier sur l'Europe. Son armée lui donne une capacité de dissuasion régionale. Sa diplomatie lui donne une présence africaine, arabe et non-alignée. Mais ces ressources ne se transforment pas encore suffisamment en économie productive, en emplois massifs, en innovation, en intégration régionale ou en influence positive durable.

Depuis la guerre en Ukraine et la rupture énergétique entre l'Union européenne et la Russie, le rôle gazier de l'Algérie s'est renforcé. L'Union européenne cite l'Algérie parmi ses principaux fournisseurs de gaz, aux côtés de la Norvège, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Azerbaïdjan et de la Russie résiduelle¹⁰.

L'Algérie dispose d'infrastructures stratégiques vers l'Europe, notamment les gazoducs vers l'Italie et l'Espagne. Une présentation de Sonatrach indique que deux gazoducs internationaux opérationnels relient l'Algérie à l'Europe, avec une capacité totale de 43 milliards de mètres cubes par an¹¹.

Cette capacité fait de l'Algérie un fournisseur proche, politiquement autonome et géographiquement crucial pour l'Europe méditerranéenne. Mais le gaz algérien n'est pas une solution illimitée. La consommation intérieure augmente. Certains gisements sont matures. Les infrastructures doivent être entretenues. Les exportations de GNL peuvent être affectées par la maintenance. Columbia University indiquait en janvier 2026 que les exportations algériennes de GNL vers l'Union européenne avaient diminué d'environ 13 % en 2025, en raison notamment d'une maintenance prolongée sur le complexe de Skikda, tout en soulignant que le gaz algérien restait structurellement important pour l'Europe¹².

L'Algérie doit donc investir pour maintenir sa position, ce qu'illustrent le lancement du cycle d'appels d'offres pétroliers et gaziers de 2026 et les nouveaux contrats avec des acteurs comme Eni et Sinopec¹³.

Sur le plan politique, l'Algérie est stable, mais verrouillée. Abdelmadjid Tebboune a été réélu en 2024, mais cette réélection ne règle pas la question de la légitimité politique profonde.

¹⁰ Council of the European Union. (2026, March 2). *Where does the EU's gas come from?* <https://www.consilium.europa.eu/en/infographics/where-does-the-eu-s-gas-come-from/>

¹¹ Sonatrach. (2025, June). *Sonatrach: An integrated oil & gas company* [Brochure]. <https://sonatrach.com/wp-content/uploads/2025/06/Presentation-SH-EN.pdf>

¹² Center on Global Energy Policy at Columbia University SIPA. (n.d.). *Algeria gas to stay "structurally key" for EU despite export dip*. <https://www.energy.columbia.edu/algeria-gas-to-stay-structurally-key-for-eu-despite-export-dip/>

¹³ Amara, T. (2026, April 19). *Algeria launches oil and gas licensing round to boost output*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/energy/algeria-launches-oil-gas-licensing-round-boost-output-2026-04-19/>

La participation, les controverses électorales et la faiblesse de l'espace d'opposition rappellent que le système repose moins sur une compétition démocratique ouverte que sur la continuité des centres de pouvoir. Le Hirak de 2019 a fait tomber Abdelaziz Bouteflika, mais il n'a pas transformé la structure du régime. Depuis, l'espace civique s'est refermé. Amnesty International a signalé en 2025 une intensification de la répression contre les voix dissidentes, notamment à l'approche du sixième anniversaire du Hirak¹⁴. Le régime a retrouvé le contrôle, mais il n'a pas nécessairement reconstruit l'adhésion.

L'économie algérienne, elle, est résiliente mais dépendante. La Banque mondiale souligne que la croissance a été robuste depuis la pandémie, portée par une hausse de plus de 60 % de la dépense publique entre 2021 et 2023, mais que les prix plus faibles des hydrocarbures, les coupes OPEP, les importations liées à l'investissement et l'augmentation de la dépense ont mis sous pression les soldes budgétaires et extérieurs¹⁵. Le FMI estime que les perspectives à court terme sont globalement positives, mais assombries par des vulnérabilités budgétaires croissantes, un déficit plus large et une érosion des marges fiscales¹⁶.

Le problème n'est pas l'absence de croissance ; c'est la qualité de cette croissance. Elle reste trop dépendante de la rente, de la dépense publique et d'un secteur privé encore insuffisamment productif.

Le risque social est durable. Le chômage des jeunes atteignait 29,4 % en 2025 selon la Banque mondiale¹⁷. Cette donnée est politiquement centrale. Elle signifie qu'une part importante de la jeunesse, même éduquée, ne trouve pas d'insertion suffisante. La rente permet de financer des dispositifs sociaux, des logements, des salaires publics et des subventions, mais elle ne suffit pas à produire une économie d'opportunités. L'Algérie est ainsi confrontée à un paradoxe classique des États rentiers : l'État dispose de ressources, mais la société manque de perspectives.

Lecture stratégique : l'Algérie est une puissance réelle, mais sa trajectoire 2026-2030 dépendra de sa capacité à convertir ses rentes en capacités. Rente énergétique en diversification productive. Rente militaire en stabilisation régionale. Rente mémorielle en diplomatie mature. Rente budgétaire en infrastructures, emplois et capital humain. Si cette conversion réussit, l'Algérie peut renforcer son statut de puissance méditerranéenne et africaine. Si elle échoue, elle restera un État central, mais défensif, exposé aux cycles des hydrocarbures, aux frustrations sociales, aux blocages régionaux et aux crises de légitimité.

¹⁴ Amnesty International. (2025, April 24). *Algeria: Authorities step up crackdown on peaceful dissent in the face of new expressions of discontent*. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/04/algeria-authorities-step-up-crackdown-on-peaceful-dissent-in-the-face-of-new-expressions-of-discontent/>

¹⁵ World Bank. (n.d.). *Algeria*. <https://www.worldbank.org/ext/en/country/algeria>

¹⁶ International Monetary Fund, Middle East and Central Asia Department. (2025). *Algeria: 2025 Article IV consultation—Press release; and staff report* (IMF Country Report No. 2025/270). <https://doi.org/10.5089/9798229026000.002>

¹⁷ World Bank. (n.d.). *Unemployment, youth total (% of total labor force ages 15–24) (modeled ILO estimate) – Algeria (SL.UEM.1524.ZS)*. World Bank Open Data. Consulté le 21 juillet 2026, sur <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS?locations=DZ>

2. Repères historiques stratégiques

L'histoire contemporaine de l'Algérie est structurée par la colonisation française, la guerre d'indépendance, la construction d'un État postcolonial fortement centralisé, la décennie noire, le cycle Bouteflika et le Hirak. Ces séquences ne sont pas seulement historiques. Elles organisent encore la manière dont Alger pense la souveraineté, la sécurité, la mémoire, la diplomatie, l'armée et l'ordre intérieur.

La conquête française de 1830 ouvre une période coloniale longue, violente et spécifique. L'Algérie n'est pas seulement administrée comme une colonie d'exploitation. Elle devient une colonie de peuplement, intégrée juridiquement et symboliquement à l'espace français, tout en maintenant une profonde inégalité entre populations européennes et populations musulmanes. Cette configuration produit une relation franco-algérienne singulière, beaucoup plus intime, conflictuelle et mémorielle que d'autres relations postcoloniales. La colonisation façonne les structures foncières, urbaines, administratives et sociales du pays. Elle produit aussi une mémoire de dépossession qui continue d'alimenter la centralité du discours souverainiste algérien.

La guerre d'indépendance, déclenchée le 1er novembre 1954 par le FLN, constitue la matrice fondatrice de l'État algérien. Elle est à la fois une guerre de libération nationale, une guerre contre-insurrectionnelle, une guerre civile partielle, une guerre mémorielle et une crise majeure de l'État français. Elle ancre dans la culture politique algérienne plusieurs principes structurants : primauté de l'indépendance nationale, refus des ingérences, centralité du sacrifice, légitimité révolutionnaire, rôle décisif de l'armée et méfiance envers les compromis perçus comme imposés de l'extérieur.

L'indépendance de 1962 donne naissance à un État dont la légitimité repose d'abord sur la victoire anticoloniale. Le FLN devient le parti central, puis le parti-État. L'armée, héritière de l'Armée de libération nationale, devient progressivement l'un des centres de gravité du pouvoir. Cette architecture explique encore aujourd'hui la difficulté à penser la politique algérienne sans l'armée. L'institution militaire n'est pas seulement une force de défense ; elle est un acteur fondateur, un garant de l'ordre, un arbitre et un symbole de la souveraineté.

L'ère Boumédiène consolide un État autoritaire, planificateur et nationaliste. La nationalisation des hydrocarbures en 1971 donne à l'Algérie un instrument décisif de souveraineté économique. Sonatrach devient l'une des institutions centrales du pays. Le modèle algérien se construit autour de l'État, de l'industrie lourde, du socialisme national, de l'éducation de masse, de l'arabisation et d'une diplomatie tiers-mondiste. L'Algérie se présente comme une capitale des mouvements de libération, du non-alignement et de l'anti-impérialisme.

Les années 1980 révèlent les limites du modèle. La chute des prix du pétrole fragilise les finances publiques. La croissance démographique, la crise du logement, la bureaucratie, le chômage et les tensions sociales s'accumulent. Les émeutes d'octobre 1988 ouvrent une crise politique majeure. La Constitution de 1989 introduit le pluralisme, mais cette ouverture débouche rapidement sur une polarisation autour du Front islamique du salut. L'interruption du processus électoral en 1992 plonge le pays dans une décennie de guerre civile.

La décennie noire marque durablement l'Algérie. Les violences entre l'État et les groupes islamistes armés font des dizaines de milliers de morts et traumatisent la société. Cette période explique une partie de la préférence contemporaine pour la stabilité, même autoritaire. Elle explique aussi la méfiance du régime envers les mobilisations de masse, les ruptures politiques rapides, les influences religieuses organisées et les scénarios d'effondrement d'État. Dans l'imaginaire sécuritaire algérien, le désordre n'est jamais abstrait : il renvoie à une mémoire immédiate de violence.

L'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika en 1999 ouvre une séquence de stabilisation. La concorde civile, la remontée des prix des hydrocarbures, la reconstruction des infrastructures et la dépense publique permettent au régime de restaurer une paix sociale relative. Mais cette stabilité se paie par l'immobilisme politique, la corruption, la concentration des réseaux économiques et le vieillissement du pouvoir. Le quatrième mandat de Bouteflika, puis le projet de cinquième mandat alors que le président était très affaibli, provoquent la rupture de 2019.

Le Hirak est le plus grand mouvement politique algérien depuis l'indépendance. Il est massif, pacifique, national et transversal. Il refuse le cinquième mandat, puis réclame un changement profond du système. Il fait tomber Bouteflika, mais ne parvient pas à transformer les structures profondes du pouvoir. L'élection de Tebboune en décembre 2019 ouvre une séquence de recomposition contrôlée. La pandémie suspend les mobilisations. Le pouvoir reprend progressivement l'initiative. Les figures militantes, journalistes et organisations indépendantes subissent une pression croissante.

La période 2022-2026 redonne à l'Algérie une rente géopolitique. La guerre en Ukraine, la crise énergétique européenne, la demande de gaz non russe, la recomposition du Sahel et les tensions autour du Sahara occidental replacent Alger au centre de plusieurs dossiers. Cette centralité extérieure renforce le régime. Mais elle peut aussi retarder les réformes internes : lorsqu'un État rentier redevient stratégique, la tentation est forte de préserver le modèle plutôt que de le transformer.

3. Structure politique actuelle

L'Algérie est formellement une république pluraliste, mais son fonctionnement réel reste celui d'un système présidentiel fortement centralisé, appuyé sur l'armée, l'administration, les services de sécurité, les partis proches du pouvoir et une gestion contrôlée de l'espace public. Les institutions existent, les élections sont organisées, les partis sont autorisés, mais la compétition politique ne produit pas une alternance ouverte au sens classique.

Le président concentre l'essentiel du pouvoir. Il nomme le Premier ministre, oriente la politique nationale, contrôle les grands arbitrages économiques, dirige la diplomatie et occupe une place centrale dans les questions de défense. Le gouvernement applique plus qu'il ne définit. Le Parlement légifère, mais il ne constitue pas le cœur du pouvoir. Cette architecture donne au système une grande continuité, mais elle limite les mécanismes de responsabilité politique.

Abdelmadjid Tebboune est le visage civil de cette séquence post-Bouteflika. Sa réélection de 2024 a consolidé son mandat, mais elle n'a pas dissipé les interrogations sur la participation, l'adhésion populaire et la sincérité du processus. Reuters a rapporté que la Cour constitutionnelle avait confirmé sa victoire avec 84,30 % des voix, après un recalcul qui a fortement abaissé le score initialement annoncé, et que les deux adversaires de Tebboune avaient dénoncé des irrégularités dans le scrutin¹⁸.

La difficulté est là : le pouvoir peut produire un résultat institutionnel, mais il peine à produire une légitimité incontestable. Le système partisan demeure faible. Le FLN et le RND conservent une fonction historique et institutionnelle, mais ils ne structurent plus l'adhésion populaire comme dans les premières décennies de l'indépendance. Les partis d'opposition existent, mais leur espace d'action est limité. Le Hirak a montré que la société pouvait se mobiliser massivement en dehors des partis, mais cette mobilisation n'a pas trouvé de traduction institutionnelle durable. L'Algérie est donc traversée par une dissociation entre politique officielle et politique sociale : l'une fonctionne par institutions contrôlées ; l'autre se manifeste par intermittence, dans la rue, dans les réseaux, dans l'exil, dans la désaffection électorale ou dans le silence.

Le verrouillage de l'espace civique est l'un des éléments majeurs de la séquence actuelle. Amnesty International a dénoncé en 2025 des arrestations arbitraires, des poursuites et des condamnations visant des militants, journalistes et citoyens exprimant des opinions critiques¹⁹. Le Monde a également décrit en 2026 la fragilisation des militants cherchant à préserver l'héritage du Hirak dans un contexte de répression accrue et d'isolement politique²⁰.

¹⁸ Reuters. (2024, September 14). *Algeria court confirms Tebboune re-elected president with 84.30% vote*. <https://www.reuters.com/world/africa/algeria-court-confirms-tebboune-re-elected-president-with-8430-vote-2024-09-14/>

¹⁹ Amnesty International. (2025, April 24). *Algeria: Authorities step up crackdown on peaceful dissent in the face of new expressions of discontent*. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/04/algeria-authorities-step-up-crackdown-on-peaceful-dissent-in-the-face-of-new-expressions-of-discontent/>

²⁰ Rekbi, A. (2026, June 8). *Alone in Algiers: The activists fighting to preserve the Hirak movement's legacy*. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/en/international/article/2026/06/08/alone-in-algiers-the-activists-fighting-to-preserve-the-hirak-movement-s-legacy_6754259_4.html

Cette fermeture politique n'est pas simplement une dérive conjoncturelle. Elle relève d'une doctrine de stabilité. Pour le régime, les mobilisations non contrôlées peuvent produire le désordre, puis la violence, puis l'ingérence. Cette lecture est renforcée par trois expériences : la décennie noire algérienne, les guerres civiles libyenne et syrienne, et l'instabilité sahélienne. La société est donc maintenue dans un cadre étroit, au nom de la sécurité nationale et de la préservation de l'État.

Mais cette stratégie comporte un coût. Elle réduit les capacités d'expression, d'alerte et de correction. Elle pousse les frustrations hors des canaux institutionnels. Elle favorise l'exil, le désengagement ou l'ironie politique. Elle limite l'innovation civique. Elle peut aussi créer une dépendance croissante du régime à la redistribution et à la coercition, plutôt qu'à la délibération et à la participation.

Lecture politique : le système algérien est robuste dans le contrôle, mais fragile dans l'adhésion. Il peut contenir la contestation ; il ne peut pas indéfiniment remplacer la confiance par la seule stabilité.

4. Structure économique

L'économie algérienne repose sur un compromis rentier : les hydrocarbures financent l'État, l'État finance la paix sociale, et la paix sociale protège le système politique. Ce compromis a permis d'éviter des ruptures majeures, mais il limite la transformation productive du pays. L'Algérie n'est pas une économie pauvre. C'est une économie insuffisamment diversifiée, dont la puissance dépend encore trop de la rente.

Les hydrocarbures restent au centre du modèle. Ils fournissent l'essentiel des recettes d'exportation et une grande partie des ressources budgétaires. La Sonatrach occupe une place comparable à une colonne vertébrale économique. Elle n'est pas seulement une entreprise : elle est un instrument de souveraineté, un levier budgétaire, un acteur diplomatique, un partenaire international et un symbole de l'indépendance économique.

La conjoncture récente est plutôt favorable. La Banque mondiale indique que l'économie algérienne a progressé de 4,1 % au premier semestre 2025, avec une croissance attendue de 3,8 % pour l'ensemble de l'année, portée par l'activité non-hydrocarbures et par la dépense publique²¹.

Le FMI projette une croissance de 3,8 % en 2026 et une inflation moyenne de 2,9 %²². Ces chiffres indiquent une économie résiliente, capable de maintenir un rythme de croissance supérieur à celui de plusieurs économies méditerranéennes.

Cependant, cette croissance doit être lue avec prudence. La Banque mondiale souligne que la croissance postpandémie a été soutenue par une forte hausse de la dépense publique, supérieure à 60 % entre 2021 et 2023, tandis que la baisse des prix hydrocarbures, les coupes OPEP, les importations liées à l'investissement et l'augmentation des dépenses ont mis sous pression les équilibres budgétaires et extérieurs²³. Le FMI ajoute que les perspectives sont assombries par des vulnérabilités budgétaires croissantes et par l'érosion des marges fiscales.²⁴

Le budget 2026 illustre cette tension. Reuters a rapporté qu'Alger prévoyait de réduire son déficit budgétaire de 35,5 % en 2026, tout en maintenant un plan de dépenses record supérieur à 135 milliards de dollars, avec des salaires publics représentant environ un tiers du budget²⁵.

Cette trajectoire révèle le dilemme algérien : réduire les déséquilibres sans casser la dépense sociale ; soutenir la croissance sans accroître trop fortement la dépendance budgétaire ; réformer sans provoquer de choc social.

²¹ World Bank. (n.d.). *Algeria*. World Bank. Consulté le 21 juillet 2026, sur <https://www.worldbank.org/ext/en/country/algeria>

²² International Monetary Fund. (n.d.). *Algeria and the IMF*. Consulté le 21 juillet 2026, sur <https://www.imf.org/en/countries/dza>

²³ World Bank. (n.d.). *Algeria*. World Bank. Consulté le 21 juillet 2026, sur <https://www.worldbank.org/ext/en/country/algeria>

²⁴ International Monetary Fund, Middle East and Central Asia Department. (2025). *Algeria: 2025 Article IV consultation—Press release; and staff report* (IMF Country Report No. 2025/270). <https://doi.org/10.5089/9798229026000.002>

²⁵ Amara, T. (2025, October 8). *Algeria eyes 35% cut to budget deficit in 2026 despite record spending plan*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/africa/algeria-eyes-35-cut-budget-deficit-2026-despite-record-spending-plan-2025-10-08/>

La diversification progresse, mais elle reste insuffisante. La Banque mondiale note que les exportations hors hydrocarbures ont triplé depuis 2017 pour atteindre 5,1 milliards de dollars en 2023, ce qui traduit un effort réel de diversification²⁶.

Toutefois, ce montant reste limité au regard du poids des hydrocarbures. L'enjeu n'est donc pas de constater l'existence d'une diversification, mais d'évaluer sa profondeur : crée-t-elle des emplois qualifiés ? Réduit-elle la dépendance aux importations ? Développe-t-elle un secteur privé exportateur ? Améliore-t-elle la productivité ? Pour l'instant, la réponse reste partielle.

Les obstacles sont connus. L'administration est lourde. L'accès au foncier est complexe. Les banques restent prudentes. Les règles peuvent changer rapidement. Le secteur privé se développe, mais il demeure souvent dépendant de la commande publique, des importations ou de protections administratives. L'environnement d'affaires s'améliore par segments, mais il ne produit pas encore une dynamique comparable à celle des économies émergentes les plus compétitives.

La jeunesse est le point critique. Le chômage des jeunes, estimé à 29,4 % en 2025 par la Banque mondiale, signale une incapacité persistante à absorber la population active jeune dans des emplois productifs²⁷. Cette situation nourrit l'émigration, le découragement, le travail informel et la frustration sociale. Elle fragilise le contrat rentier : un État peut financer des subventions, mais il ne peut pas remplacer durablement l'insertion économique.

L'économie algérienne doit donc répondre à une question centrale : comment passer d'une économie de distribution à une économie de production ? Tant que la rente finance la redistribution, le système tient. Mais tant que la production hors hydrocarbures ne devient pas suffisamment forte, le pays reste exposé aux prix mondiaux, aux décisions de l'OPEP, aux cycles énergétiques et aux besoins croissants d'une population nombreuse.

Lecture économique : l'Algérie n'est pas condamnée à la rente, mais elle reste organisée par elle. Sa principale vulnérabilité n'est pas l'absence de ressources ; c'est la difficulté à transformer ces ressources en capital productif, en emplois, en innovation et en diversification durable.

5. Énergie et rente stratégique

L'énergie est le cœur de la puissance algérienne. Elle finance l'État, structure la diplomatie, organise la relation à l'Europe et donne à Alger une marge de souveraineté supérieure à celle de nombreux États de la région. Mais cette rente énergétique est aussi un piège possible : elle donne du temps, mais elle peut retarder la transformation.

L'Algérie est un fournisseur essentiel pour l'Europe méditerranéenne. L'Italie est devenue l'un des partenaires les plus importants. Reuters indiquait en mars 2026 que l'Italie souhaitait recevoir davantage de gaz algérien et que l'Algérie avait fourni environ 20 milliards de mètres cubes à l'Italie l'année précédente, soit près de 30 % de la consommation italienne de gaz²⁸.

Cette relation énergétique s'inscrit dans la stratégie italienne de diversification post-russe et dans le « plan Mattei » de Giorgia Meloni, qui vise à renforcer les liens avec l'Afrique du Nord et l'Afrique.

L'Espagne reste également un partenaire important, malgré les tensions politiques liées au Sahara occidental et au rapprochement de Madrid avec la position marocaine. En mars 2026, Reuters rapportait que l'Algérie et l'Espagne discutaient d'un renforcement de leur partenariat énergétique, avec une possible hausse des livraisons via Medgaz pouvant aller jusqu'à 10 %²⁹. Le gaz permet donc de maintenir des liens économiques même lorsque les relations diplomatiques se tendent.

²⁶ World Bank. (2025, April 18). *How Algeria is crafting a dynamic economy for tomorrow*. <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2025/04/18/how-algeria-is-crafting-a-dynamic-economy-for-tomorrow>

²⁷ World Bank. (n.d.). *Unemployment, youth total (% of total labor force ages 15–24) (modeled ILO estimate) – Algeria (SL.UEM.1524.ZS)*. World Bank Open Data. Consulté le 21 juillet 2026, sur <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS?locations=DZ>

²⁸ Landini, F., & Amante, A. (2026, March 25). *Italy hopes to receive more gas from Algeria, Meloni says*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/energy/italy-hopes-receive-more-gas-algeria-meloni-says-2026-03-25>

²⁹ Lombardi, P., & Rashad, M. (2026, March 26). *Algeria and Spain in talks to increase gas supply*. Reuters. <https://www.reuters.com/sustainability/climate-energy/algeria-spain-agree-strengthen-energy-partnership-2026-03-26/>

L'Algérie cherche aussi à maintenir et renouveler ses capacités d'exploration et de production. En avril 2026, Alger a lancé un nouvel appel d'offres pétrolier et gazier proposant sept blocs d'exploration, dans l'objectif de renforcer la production et d'attirer des investissements internationaux³⁰. Les contrats avec Eni et Sinopec confirment cette stratégie. Sonatrach et Eni ont signé en juillet 2025 un contrat de partage de production de 1,35 milliard de dollars dans le bassin de Berkine, avec une production attendue de 415 millions de barils équivalent pétrole, dont 9,3 milliards de mètres cubes de gaz³¹. Sonatrach et Sinopec ont également signé en février 2025 un contrat de 850 millions de dollars pour le développement et l'exploration d'hydrocarbures³².

Mais la question énergétique algérienne ne se limite pas à l'exportation. La consommation intérieure est un défi croissant. Les subventions énergétiques, la croissance démographique, la climatisation, l'urbanisation et les besoins industriels augmentent la demande domestique. Chaque mètre cube consommé localement est un mètre cube qui ne peut pas être exporté, sauf hausse de production. L'Algérie doit donc arbitrer entre paix sociale énergétique, prix bas pour la population, compétitivité industrielle et recettes d'exportation.

Le potentiel solaire est considérable, mais encore sous-exploité. Dans un pays saharien, la transition énergétique pourrait être pensée non seulement comme une contrainte climatique, mais comme une stratégie de libération de gaz exportable. Développer le solaire permettrait de réduire la consommation domestique d'hydrocarbures pour l'électricité, tout en conservant davantage de gaz pour l'exportation ou pour la pétrochimie. Mais cela exige des investissements, des réseaux, des capacités industrielles, une gouvernance de projet et une ouverture plus forte à des partenariats technologiques.

Lecture énergétique : l'Algérie a une fenêtre stratégique. L'Europe a besoin de gaz proche et fiable. L'Algérie a besoin d'investissements et de recettes. Mais cette fenêtre ne durera pas éternellement. Elle doit être utilisée pour financer la transition, moderniser les infrastructures et préparer l'économie post-rente.

6. Positionnement international

La diplomatie algérienne est structurée par la souveraineté. L'Algérie défend le non-alignement, le respect de l'intégrité des États, le refus des ingérences, la solidarité avec les causes anticoloniales et une lecture très politique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette doctrine lui donne une cohérence, mais elle peut aussi enfermer sa diplomatie dans une posture défensive.

Le premier dossier stratégique est la rivalité avec le Maroc. La frontière terrestre est fermée depuis 1994. Les relations diplomatiques ont été rompues en 2021. Le Sahara occidental reste le cœur de la confrontation. L'Algérie soutient le Front Polisario et défend l'autodétermination. Le Maroc défend son plan d'autonomie sous souveraineté marocaine. Le rapport diplomatique international tend cependant à évoluer en faveur de Rabat. En octobre 2025, Le Monde rapportait que le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté une résolution donnant davantage de poids au plan marocain d'autonomie comme base de négociation, même si des références à l'autodétermination étaient maintenues³³. Pour Alger, cette évolution constitue un signal défavorable.

Le Maghreb est donc l'un des grands échecs stratégiques régionaux. Deux grandes puissances maghrébines, l'Algérie et le Maroc, se neutralisent. L'Union du Maghreb arabe est paralysée. Les échanges régionaux sont faibles. La frontière fermée prive la région d'un

³⁰ Lewis, J., & Rashad, M. (2026, April 19). *Algeria launches oil and gas licensing round to boost output*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/energy/algeria-launches-oil-gas-licensing-round-boost-output-2026-04-19/>

³¹ Reuters. (2025, July 7). *Sonatrach, Eni sign \$1.35 billion production sharing deal*. <https://www.reuters.com/business/energy/sonatrach-eni-sign-135-billion-production-sharing-deal-2025-07-07/>

³² Taha, J., & Al Gebaly, M. (2025, February 25). *Algeria's Sonatrach, China's Sinopec sign \$850 million contract for hydrocarbon development, exploration*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/energy/algerias-sonatrach-chinas-sinopec-sign-850-million-contract-hydrocarbon-2025-02-25/>

³³ Aublanc, A., & Bobin, F. (2025, October 31). *Western Sahara: Morocco secures diplomatic victory at the UN*. Le Monde. https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2025/10/31/western-sahara-morocco-secures-diplomatic-victory-at-the-un_6746977_124.html

potentiel économique considérable. Cette fragmentation affaiblit l'ensemble du Maghreb dans ses relations avec l'Europe, l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient.

Le deuxième cercle est sahélien. L'Algérie partage de longues frontières avec des États fragiles ou instables : Mali, Niger, Libye. Elle se considère comme une puissance de stabilisation, mais son influence y est concurrencée. La présence russe au Mali, les coups d'État militaires au Sahel, le retrait français, la montée de nouveaux acteurs comme la Turquie ou les Émirats, et l'affaiblissement des cadres multilatéraux compliquent sa posture. L'Algérie veut éviter l'interventionnisme extérieur, mais elle ne peut pas ignorer l'instabilité à ses frontières.

Le troisième cercle est européen. L'Algérie entretient des relations fortes avec l'Italie, l'Espagne, la France, l'Allemagne et l'Union européenne. L'énergie, les migrations, la sécurité, les diasporas et les investissements structurent ces relations. La relation avec la France reste la plus dense et la plus sensible. Elle est traversée par la mémoire coloniale, les archives, les visas, la langue, les mobilités, les dossiers judiciaires, la coopération sécuritaire et les crises diplomatiques. Elle peut se réchauffer rapidement, puis se détériorer tout aussi vite. L'affaire Boualem Sansal, emprisonné puis gracié après une demande allemande, a montré combien certains dossiers algériens pouvaient devenir européens et non plus seulement bilatéraux³⁴.

Le quatrième cercle est celui des puissances non occidentales. La Russie demeure un partenaire militaire ancien. La Chine est présente dans les infrastructures, le commerce, l'énergie, les travaux publics et les projets stratégiques. La Turquie développe sa présence économique et culturelle. Les pays du Golfe sont à la fois partenaires, investisseurs potentiels et concurrents d'influence. L'Algérie pratique une diplomatie de diversification, mais elle reste attachée à son autonomie décisionnelle.

Lecture diplomatique : l'Algérie n'est pas isolée. Elle dispose de plusieurs cercles de relations. Mais elle souffre d'un déficit d'intégration régionale et d'une diplomatie souvent plus défensive que projective. Son défi est de passer d'une diplomatie de souveraineté à une diplomatie d'influence cumulative.

7. Sécurité, défense et conflictualités

L'Algérie est l'une des principales puissances militaires africaines. Selon le SIPRI, ses dépenses militaires ont atteint 25,4 milliards de dollars en 2025, en hausse de 11 %, ce qui en fait le premier dépensier militaire du continent³⁵. Cette dépense traduit une perception sécuritaire exigeante : rivalité avec le Maroc, instabilité sahélienne, protection des frontières, sécurité des infrastructures énergétiques, menace terroriste résiduelle, surveillance méditerranéenne et modernisation des capacités.

La rivalité avec le Maroc est le premier facteur de structuration militaire. Le risque d'une guerre ouverte reste limité, car elle serait coûteuse, incertaine et dangereuse pour les deux États. Mais le risque d'escalade indirecte, de course aux armements, d'incidents, de guerre informationnelle ou de crise autour du Sahara occidental est réel. Cette rivalité absorbe une partie de l'énergie stratégique algérienne et empêche la région maghrébine de devenir un espace intégré.

Le Sahel est le second front. L'Algérie a une doctrine prudente : refus des interventions extérieures non maîtrisées, préférence pour les solutions politiques, défense de la souveraineté des États, méfiance envers les bases étrangères. Mais cette doctrine est mise à l'épreuve par la réalité : effondrement de l'ordre malien, présence russe, retrait français, tensions entre Bamako et Alger, circulation des groupes armés et porosité des frontières.

L'Algérie ne peut pas se désintéresser du Sahel, mais elle ne peut pas non plus le contrôler. La sécurité énergétique est un autre enjeu vital. Les champs gaziers, pipelines, terminaux GNL, ports, complexes de liquéfaction et infrastructures de transport sont des cibles

³⁴ Associated Press. (2025, November 12). *Algeria pardons French-Algerian author Sansal after yearlong imprisonment*. AP News. <https://apnews.com/article/07681fada5fadd15840eeaa40a485f9e>

³⁵ Liang, X., Tian, N., Lopes da Silva, D., Scarazzato, L., Karim, Z. A., & Guiberteau Ricard, J. (2026, April). *Trends in world military expenditure, 2025*. Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). <https://doi.org/10.55163/ZLHQ1057>

stratégiques. L'attaque d'In Amenas en 2013 reste dans la mémoire sécuritaire. Elle a montré que l'économie rentière peut être directement ciblée. Protéger l'énergie, c'est protéger l'État.

La sécurité maritime prend aussi de l'importance. La Méditerranée occidentale concentre flux énergétiques, migrations, câbles sous-marins, routes commerciales, présence navale européenne, tensions libyennes et compétition d'influence. L'Algérie doit donc penser sa façade maritime non seulement comme un espace commercial, mais comme une zone de sécurité.

Enfin, la défense algérienne est confrontée à un enjeu de diversification technologique. Historiquement, l'Algérie a beaucoup acheté à la Russie. Mais la guerre en Ukraine, les sanctions, les contraintes de production russes et les leçons opérationnelles du conflit poussent de nombreux États à réévaluer leurs dépendances. L'Algérie devra probablement maintenir ses systèmes existants tout en diversifiant progressivement ses fournisseurs, ses doctrines et ses capacités, notamment dans les drones, la défense aérienne, la guerre électronique, le cyber et la surveillance.

Lecture sécuritaire : l'Algérie est forte, mais son environnement est dur. Sa puissance militaire est un atout de souveraineté, mais elle ne peut pas compenser seule les vulnérabilités économiques, sociales et régionales.

8. Risques et vulnérabilités

Le premier risque est la dépendance aux hydrocarbures. Tant que le pétrole et le gaz financent l'État, les subventions, les importations, les salaires publics et les investissements, l'Algérie reste exposée aux prix mondiaux, aux décisions de l'OPEP, aux capacités de production et à la transition énergétique mondiale. Le FMI souligne déjà les vulnérabilités budgétaires liées à la dépense publique et à l'érosion des marges fiscales³⁶.

Le deuxième risque est social. Le chômage des jeunes, la difficulté d'accès au logement, les attentes de consommation, l'émigration et le sentiment de blocage politique créent une tension durable. L'État peut contenir cette tension par la redistribution, mais la redistribution ne remplace pas la mobilité sociale.

Le troisième risque est politique. La fermeture de l'espace civique permet de contrôler le court terme, mais elle réduit les capacités de médiation. Le Hirak a montré que la société algérienne pouvait se mobiliser pacifiquement à grande échelle. Le fait que cette mobilisation ait été contenue ne signifie pas que ses causes aient disparu.

Le quatrième risque est maghrébin. La rivalité avec le Maroc est coûteuse. Elle empêche l'intégration régionale, nourrit les dépenses militaires, internationalise le dossier du Sahara occidental et oblige l'Algérie à consacrer une attention stratégique permanente à son voisin occidental.

Le cinquième risque est sahélien. Le sud algérien est exposé aux trafics, aux groupes armés, aux crises malienne, nigérienne et libyenne, aux migrations et aux recompositions d'influence. L'Algérie est un État stable entouré de zones fragiles.

Le sixième risque est climatique et hydrique. L'Algérie est un pays largement saharien, avec des tensions sur l'eau, l'agriculture, les villes, la sécurité alimentaire et les écosystèmes. Le stress hydrique et la dépendance aux importations alimentaires peuvent devenir des risques politiques.

Le septième risque est celui de l'inertie administrative. La diversification exige de la rapidité, de la confiance, de la clarté réglementaire, un secteur bancaire plus actif, un meilleur climat des affaires et une administration capable d'accompagner plutôt que de bloquer. Sans cela, les annonces de diversification resteront inférieures aux besoins.

9. Opportunités et dynamiques à suivre

³⁶ International Monetary Fund, Middle East and Central Asia Department. (2025). *Algeria: 2025 Article IV consultation—Press release; and staff report* (IMF Country Report No. 2025/270). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798229026000.002>

La première opportunité est énergétique. L'Europe cherche des fournisseurs proches, fiables et politiquement diversifiés. L'Algérie dispose d'un avantage géographique et d'infrastructures existantes. Elle peut consolider sa place auprès de l'Italie, de l'Espagne et de l'Union européenne si elle investit dans la production, la maintenance, le GNL, les renouvelables et l'efficacité énergétique.

La deuxième opportunité est solaire. Le potentiel saharien est immense. Si l'Algérie développe le solaire à grande échelle, elle pourra réduire sa consommation domestique de gaz, libérer davantage de volumes exportables, développer des filières industrielles et préparer une partie de l'après-vente.

La troisième opportunité est industrielle. L'Algérie peut développer la pétrochimie, les engrais, la pharmacie, l'agroalimentaire, les matériaux de construction, l'industrie mécanique, le numérique et certains services. Mais cette diversification doit être compétitive, pas seulement administrée.

La quatrième opportunité est africaine. L'Algérie peut se projeter vers le Sahel et l'Afrique subsaharienne par les infrastructures, l'énergie, les routes transsahariennes, la formation, les échanges universitaires, la diplomatie et les investissements. Elle a une profondeur saharienne que peu d'États méditerranéens possèdent.

La cinquième opportunité est humaine. La jeunesse algérienne est nombreuse, connectée et éduquée. La diaspora est importante. Si le pays parvient à créer des opportunités, à retenir les compétences et à mobiliser les talents, il peut changer d'échelle.

La sixième opportunité est diplomatique. L'Algérie peut redevenir une puissance de médiation, notamment au Sahel, en Afrique, au Moyen-Orient et dans les enceintes du Sud global. Mais cela suppose une diplomatie moins seulement défensive, plus productive, capable de construire des compromis.

10. Scénarios à 3-5 ans

Scénario 1 — Continuité rentière stabilisée.

C'est le scénario le plus probable. Le régime conserve le contrôle politique. La croissance reste positive, portée par les hydrocarbures, la dépense publique et une activité non-hydrocarbures modérée. L'Europe continue de chercher du gaz algérien. Le chômage des jeunes reste élevé, mais les tensions sociales sont contenues par la redistribution. La rivalité avec le Maroc persiste sans basculer vers une guerre ouverte.

Scénario 2 — Pression budgétaire et ajustement différé.

Une baisse des prix des hydrocarbures, une hausse de la consommation intérieure ou une dépense publique trop élevée fragilise les finances. L'État cherche à contrôler les importations, à limiter certains investissements et à préserver les subventions les plus sensibles. Les tensions sociales augmentent, mais le régime privilégie l'ajustement progressif.

Scénario 3 — Modernisation économique partielle.

L'Algérie améliore son climat d'investissement, attire davantage de partenariats énergétiques, développe certains secteurs industriels et augmente les exportations hors hydrocarbures. Le système politique reste fermé, mais l'économie devient légèrement plus productive. C'est un scénario de modernisation sans libéralisation.

Scénario 4 — Crise sociale localisée.

Le chômage, les prix, le logement ou une affaire politique déclenchent des mobilisations locales. Le pouvoir répond par concessions sociales et fermeté sécuritaire. Le risque n'est pas forcément un nouveau Hirak national immédiat, mais une succession de tensions ponctuelles.

Scénario 5 — Durcissement régional.

Une escalade autour du Sahara occidental, un incident avec le Maroc, une crise malienne ou une dégradation en Libye oblige Alger à renforcer sa posture militaire. Les dépenses de défense restent élevées. La diversification économique passe au second plan.

11. Points de vigilance

Suivre les prix du pétrole et du gaz, car ils conditionnent directement la marge budgétaire. Suivre la capacité réelle de Sonatrach à augmenter ou maintenir la production. Suivre la consommation intérieure de gaz, qui peut réduire les volumes exportables. Suivre les réserves de change, le déficit budgétaire et la dépense publique. Suivre le chômage des jeunes et l'émigration des diplômés. Suivre la répression de l'espace civique et les procès visant journalistes, militants ou figures du Hirak. Suivre la relation avec la France, notamment visas, mémoire, coopération sécuritaire, dossiers consulaires et affaires judiciaires. Suivre le dossier du Sahara occidental et l'évolution du soutien international au plan marocain d'autonomie. Suivre l'instabilité au Mali, au Niger et en Libye. Suivre les dépenses militaires et la diversification des fournisseurs d'armement. Suivre le stress hydrique, les importations alimentaires et la politique agricole. Suivre enfin les investissements dans le solaire et la transition énergétique, car ils diront si l'Algérie prépare réellement l'après-ventes.

12. Lecture stratégique finale

L'Algérie est un État central, mais un État en tension. Elle dispose d'une puissance réelle : énergétique, militaire, diplomatique, mémorielle et géographique. Elle est incontournable pour l'Europe du Sud, pour le Maghreb, pour le Sahel et pour une partie des équilibres méditerranéens. Elle peut peser, bloquer, négocier, fournir, sécuriser et arbitrer.

Mais cette puissance reste défensive. L'Algérie protège sa souveraineté plus qu'elle ne projette une vision régionale intégratrice. Elle contrôle son système politique plus qu'elle n'organise une participation large. Elle distribue sa rente plus qu'elle ne transforme pleinement son économie. Elle rivalise avec le Maroc plus qu'elle ne construit le Maghreb. Elle dispose d'une jeunesse nombreuse, mais ne lui offre pas encore assez d'emplois productifs.

Le défi 2026-2030 est donc la conversion. L'Algérie doit convertir sa rente énergétique en diversification. Convertir son poids militaire en sécurité régionale. Convertir sa mémoire révolutionnaire en diplomatie mature. Convertir sa dépense publique en productivité. Convertir son capital humain en innovation. Convertir sa profondeur saharienne en projection africaine. Convertir son souverainisme en influence positive.

Si cette conversion réussit, l'Algérie peut devenir une puissance méditerranéenne et africaine beaucoup plus structurante. Si elle échoue, elle restera un verrou : solide, central, mais défensif ; riche en ressources, mais vulnérable aux cycles ; souveraine, mais peu intégrée ; stable, mais sous tension sociale latente.

Conclusion stratégique : l'Algérie est une puissance réelle dont le principal adversaire n'est pas seulement extérieur. Ce n'est pas seulement le Maroc, ni la volatilité des prix du gaz, ni l'instabilité sahélienne. Son principal défi est interne : transformer une souveraineté de protection en souveraineté de production. Le pays a les ressources, l'histoire, la profondeur, l'armée et la position géographique. Il lui manque encore la conversion institutionnelle, économique et sociale qui ferait de cette puissance un modèle durable.